

Israël/Gaza – Quelle issue ?

DUBAÏ, 23 juillet 2014 (IRIN) - Les dernières violences entre Israël et les combattants du Hamas qui ont débuté à Gaza il y a deux semaines ont fait 600 morts du côté palestinien et 29 du côté israélien – dont 27 soldats. L'accord de cessez-le-feu proposé par l'Égypte la semaine dernière s'est effondré lorsque le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a indiqué qu'il n'avait pas été consulté. Depuis, Israël a rapidement intensifié ses opérations militaires, en lançant une invasion terrestre qui a contraint 100 000 personnes [à fuir leur domicile](#).

De nouvelles négociations ont été lancées pour négocier un règlement de la crise – mais quels sont les éléments clés du conflit ? Existe-t-il un espoir de paix durable entre les deux camps ?

Que veut le Hamas ?

L'objectif déclaré du Hamas est d'obtenir un assouplissement des restrictions sur la circulation des marchandises et des biens qui entrent et qui sortent d'une bande de Gaza densément peuplée. Dans un entretien publié récemment, Khaled Meshaal, le chef de l'aile politique du Hamas, [a indiqué](#) qu'il acceptera un cessez-le-feu s'il prévoit des engagements à long terme pour améliorer les « droits du peuple palestinien ».

Parmi les objectifs figurent la levée du blocus israélien et égyptien imposé sur l'enclave et qui restreint sévèrement l'importation de biens essentiels comme le carburant, la nourriture et les matériaux de construction.

Salman Sheikh, directeur de la Brookings Institution au Qatar, indique que le Hamas tente d'utiliser le conflit pour atteindre des objectifs à moyen terme.

« Ils ne demandent pas seulement une pause – c'est la raison pour laquelle les efforts [de cessez-le-feu] initialement entrepris par les Égyptiens n'ont pas abouti – ils veulent un accord prévoyant l'ouverture de la frontière et la remise en liberté des personnes arrêtées par Israël ».

Plus concrètement, le Hamas – en tant que force militaire largement inférieure – s'efforce également de survivre à l'assaut lancé par Israël sans se retrouver paralysé, ce qui constituerait, une victoire dans une certaine mesure.

« En tant qu'insurrection, on définit généralement un succès comme le fait de survivre à l'autre camp. C'est une manière classique de montrer que l'autorité conventionnelle est incapable d'assurer la sécurité de la population », a dit Firas Abi Ali, analyste spécialiste du Moyen-Orient à [l'institut de recherche IHS](#).

Que veut Israël ?

Lorsque le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu [a annoncé](#) le lancement de l'invasion terrestre le soir du 17 juillet, il a indiqué que l'objectif était de détruire la capacité militaire du Hamas, et notamment son réseau de tunnels souterrains. Il a ajouté que son objectif était de « ramener la tranquillité et la sécurité aux Israéliens pour de longues années tout en infligeant un coup significatif aux infrastructures du Hamas et d'autres groupes terroristes dans la bande de

Gaza ».

M. Abi Ali a indiqué que, selon les chiffres fournis par les Israéliens, 87 roquettes ont été tirées sur Israël le 20 juillet – soit une diminution par rapport aux 140 roquettes tirées en moyenne chaque jour lors des deux semaines précédentes. Mais si cela constitue une amélioration, a-t-il ajouté, le chiffre avancé était toutefois « probablement trop élevé pour les Israéliens – ils ont probablement besoin de faire baisser [le chiffre] de manière significative dans leur évaluation ».

M. Netanyahu s'est en revanche abstenu d'évoquer l'objectif principal de détruire le Hamas une fois pour toute. Daniel Levy, Directeur du programme de recherche consacré à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient du Conseil européen des affaires étrangères et ancien conseiller du gouvernement israélien, a dit qu'il pensait qu'Israël avait retenu la leçon de la guerre menée en 2006 contre le Hezbollah, la branche armée du parti politique libanais – lorsque les promesses de détruire le groupe se sont révélées irréalistes. « Il n'a pas parlé d'éliminer tout le Hamas. Il a simplement parlé [d'attaquer] leur capacité de tirer des roquettes, les sites de lancement et les tunnels ».

M. Ali partage cet avis. Il dit que M. Netanyahu a pris soin de présenter les attaques comme nécessaires tous les deux ou trois ans. Bon nombre de représentants politiques de la droite israélienne ont comparé les attaques au fait de « tondre la pelouse ».

« Le récit que les Israéliens essaient d'imposer est que ce type de conflit limité contre Gaza et d'autres zones contrôlées par des groupes militants doit être mené régulièrement pour contrôler la capacité de ces groupes », a dit M. Ali. « Ils n'ont pas de solution permanente, alors les conflits militaires réguliers deviennent une réalité ».

Qui mène les négociations ?

Tous les Etats membres de l'Union européenne (UE) refusent tout contact avec le Hamas, rendant ainsi quasiment impossible toute rencontre avec la direction du parti politique – y compris M. Meshaal, son dirigeant, actuellement basé au Qatar.

La Norvège, qui ne fait pas partie de l'Union européenne, n'a pas d'accord de ce genre et le ministre des Affaires étrangères du pays, Borg Brende, effectue des déplacements entre Israël, l'Égypte et le Qatar pour essayer de négocier un accord. Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, s'est rendu à Doha, tandis que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a rencontré M. Meshaal à plusieurs reprises.

Les Etats-Unis, menés par le Secrétaire d'Etat John Kerry, ont également pris part aux négociations – bien qu'ils se refusent eux aussi à entretenir des contacts directs avec le Hamas. Le 21 juillet, M. Kerry a dit qu'il travaillait à un cessez-le-feu ainsi qu'à une « discussion sur les causes sous-jacentes ».

M. Sheikh de la Brookings Institution a dit s'inquiéter du fait que les divers médiateurs ne se soient pas encore « regroupés ». « C'est ce que Ban Ki-moon essaye de faire, de rassembler sur ces questions ».

La nature chaotique des négociations contraste avec la dernière attaque d'Israël contre Gaza en novembre 2012. A l'époque, le gouvernement égyptien dirigé par les Frères musulmans offrait un soutien solide au Hamas – nombre de ses représentants se rendant dans l'enclave tout en menant des négociations avec Israël pour le compte du Hamas. Les efforts diplomatiques ont immédiatement débuté et les violences n'ont duré que huit jours, les Egyptiens et les Israéliens acceptant un cessez-le-feu incluant une [promesse](#) d'un assouplissement significatif des restrictions imposées à Gaza.

Mais le renversement du gouvernement des Frères musulmans, avec le soutien de l'armée, a porté au pouvoir Abdel Fattah al-Sissi, un général égyptien à la retraite hostile au Hamas. Les restrictions imposées à l'enclave ont retrouvé leur niveau d'avant 2012.

M. Levy a dit que le fait que le Hamas ne bénéficie plus d'un soutien fort avait entraîné l'échec des négociations de cessez-le-feu menées la semaine dernière – le parti n'avait pas été consulté par les Egyptiens et les Israéliens avant que l'accord soit proposé. « Si l'on veut un cessez-le-feu efficace, il faudra permettre au Hamas de participer au cessez-le-feu plutôt que de le lui imposer », a-t-il dit.

A quoi ressemblerait un accord de cessez-le-feu ?

Il y a plusieurs manières de mettre fin à la crise allant d'un cessez-le-feu à court terme à une trêve plus générale. Les analystes avec lesquels les journalistes d'IRIN se sont entretenus s'accordaient à penser qu'aucune des deux parties n'était prête à mettre en œuvre un accord à long terme et que l'issue la plus probable était de mettre un terme aux violences sans s'attaquer aux causes sous-jacentes du conflit.

Yezid Sayigh, associé principal du Carnegie Middle East Center, a dit que des violences similaires seraient inévitables à l'avenir.

« Si la situation ne change pas à Gaza et que les habitants ne peuvent pas vivre leur vie, les politiques de Gaza n'évolueront pas ».

Il a ajouté que le fait que l'Egypte et Israël n'aient pas respecté les termes de l'accord de novembre 2012 – les deux pays se sont engagés à assouplir le blocus de Gaza et, en contrepartie, le Hamas devait mettre un terme aux tirs de roquette depuis Gaza – explique que le Hamas ne soit pas disposé à négocier.

« [Ils] pensent que le cessez-le-feu qu'ils ont accepté en novembre 2012 a eu un coût politique, car ils ont dû cesser les tirs de roquettes depuis Gaza sans avoir obtenu une amélioration des conditions de vie à Gaza et une levée du siège promise par l'Egypte et Israël ». Ainsi, a-t-il dit, le Hamas ne signera pas d'accord sans garantie.

M. Sheikh a ajouté que les principales négociations devraient porter sur un mécanisme permettant d'ouvrir les frontières de Gaza tout en « garantissant la sécurité du côté israélien ».

Combien de temps cela va-t-il continuer ?

Aucun des deux camps n'est prêt à s'engager dans ou ne souhaite un conflit prolongé, selon les experts. Les Israéliens ont [appelé](#) près de 50 000 réservistes, tandis que la communauté internationale accroit la pression sur Israël en raison du nombre élevé de victimes civiles à Gaza.

« D'un point de vue économique, Israël n'a pas les moyens de financer l'opération pendant des mois – en raison du maintien du nombre de réservistes prêts au combat, du coût de l'opération militaire actuelle et du coût de la paralysie de l'activité économique dans le sud d'Israël », a dit M. Ali de l'IHS. « Les Israéliens ne peuvent pas se permettre de s'engager dans une longue guerre. Tout au long de l'histoire, ils ont voulu des guerres rapides et spectaculaires plutôt que de longs engagements ».

Ces derniers jours, l'intense activité diplomatique met en lumière le fait que la communauté internationale exerce une pression croissante pour qu'un accord soit trouvé, mais les attermoissements autour des négociations laissent entrevoir la possibilité d'une guerre longue. M. Levy a souligné que, si la stratégie de M. Netanyahu était de s'engager de manière relativement brève, la mort de 27 soldats israéliens au cours de ces derniers jours risquait d'accroître la pression pour un renforcement des opérations.

Israël a occupé Gaza pendant 38 ans, jusqu'au retrait de ses troupes en 2005, mais il a lancé un blocus après l'élection du Hamas en 2006. « Chaque jour qui passe sans cessez-le-feu, il y a [un risque plus grand d'escalade] », a dit M. Levy. « Nous ne sommes pas dans un scénario d'occupation, mais si cela continue plusieurs jours encore, nous pourrions y arriver ».

M. Sheikh a ajouté que les prochains jours allaient être décisifs car les négociations ne tiennent qu'à un fil. « C'est un moment crucial – la situation atteint un stade critique. Nous pourrions avoir une annonce d'un cessez-le-feu humanitaire ou nous pourrions avoir un effondrement total [des négociations]. Au vu de ce qui s'est passé ces derniers jours – les civils palestiniens et les soldats israéliens tués – le danger est de voir un conflit avec sa propre dynamique ».

jd/ha/cb-mg/amz

Theme (s): [Paix et sécurité](#), [Réfugiés et déplacés](#), [Sécurité](#),

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]